

Les socialistes espagnols plébiscitent Pedro Sanchez

L'ex-secrétaire du PSOE s'impose face à Susana Diaz sur une ligne claire d'opposition à la droite

MADRID - correspondance

Pedro Sanchez a obtenu sa revanche. Dimanche 21 mai, les militants l'ont réélu à la tête du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) lors d'une primaire interne décisive pour l'avenir de la formation. Cet économiste, candidat malheureux aux dernières élections, promet un virage à gauche, une opposition ferme au gouvernement conservateur de Mariano Rajoy et un rapprochement avec le parti de gauche radicale Podemos.

Contre tout pronostic, alors qu'il avait tout l'appareil du PSOE contre lui et qu'il a eu recours au financement participatif pour sa campagne, M. Sanchez a obtenu 50,2 % des suffrages, loin devant sa grande rivale, la présidente de l'Andalousie, Susana Diaz (39,9 %), et l'ancien président du Pays basque, Patxi Lopez (9,9 %). Le taux de participation de cette élection-clé pour l'avenir du PSOE a atteint les 80 %. Le résultat de la primaire sera validé lors d'un congrès, les 17 et 18 juin à Madrid, qui pourrait rétablir la paix ou faire exploser la formation.

Par ce choix, les militants portent un coup dur aux grands ténors du parti et aux principaux « barons » régionaux, qui avaient poussé Pedro Sanchez à la démission en octobre 2016. Les dirigeants socialistes critiquaient

alors ses mauvais résultats électoraux lors des élections législatives de décembre 2015 et de juin 2016 (90 puis 85 députés sur les 350 du Parlement espagnol).

Ils ne comprenaient pas son refus obstiné, érigé en mantra – le « *no es no* » (« non, c'est non ») –, de faciliter l'investiture de M. Rajoy, arrivé en tête aux deux élections mais sans majorité absolue. Et ils ne toléraient pas ses tentatives de sceller, dans le dos du comité de direction du PSOE, une alliance avec le parti de la gauche radicale Podemos et les indépendantistes catalans afin de devenir président du gouvernement. « *Le virus du populisme a gagné une nouvelle bataille*, affirme un président de région socialiste proche de Susana Diaz, au Monde. *Je ne pense pas que le parti va se rompre mais tout dépend de celui qui en a la responsabilité.* »

L'élection de M. Sanchez à la tête du parti marque aussi une rupture avec le PSOE historique, celui des anciens présidents du gouvernement Felipe Gonzalez et José Luis Rodriguez Zapatero, qui avaient donné leur soutien à M^{me} Diaz. Le soutien des militants contraste avec l'hostilité qu'il suscitait aussi dans les principaux médias, à commencer par *El Pais*, journal de référence des électeurs socialistes, qui a comparé l'élection de M. Sanchez au vote des Britanniques en faveur du Brexit :

« *La victoire de Sanchez n'est pas étrangère au contexte politique de crise de la démocratie représentative dans laquelle s'imposent avec facilité la démagogie, les demi et fausses vérités et les promesses impossibles à tenir.* »

Deux modèles opposés

« *Rien ne termine aujourd'hui mais tout commence*, a déclaré le nouveau secrétaire général. *Nous allons faire du PSOE le parti de la gauche de ce pays, et mon engagement reste ferme : unir le parti.* » Susana Diaz, le visage décomposé, s'est mise « à disposition du PSOE », évitant soigneusement de prononcer le nom de son rival, et demandant que la formation soit une « *alternative de gouvernement avec un projet cohérent, solide et autonome* » – sous-entendu de Podemos.

La première tâche de M. Sanchez sera de recoudre un parti divisé, fracturé entre deux modèles opposés. En matière de fonctionne-

Les militants portent un coup dur aux grands ténors du parti « barons » régionaux

ment interne, les divergences sont profondes. Alors que sa rivale entendait encadrer et limiter la participation directe des militants, M. Sanchez, opposé au « *PSOE des notables* » comme il le dit, aimerait consolider les attributs du secrétaire général et renforcer son pouvoir et son autonomie par rapport aux organes de direction collégiaux, tout en augmentant la fréquence et le nombre de consultations auprès des militants.

Sur les questions politiques et économiques, les différences

sont aussi importantes. Alors que Susana Diaz défendait les principes de la social-démocratie, M. Sanchez a annoncé son intention d'effectuer un virage à gauche pour récupérer « *l'essence du socialisme* », de la « *vraie gauche* » et construire « *une nouvelle social-démocratie* » qui lutte « *contre le néolibéralisme* » et ses « *conséquences économiques et sociales* ». Il est prêt pour cela à s'allier avec Podemos, avec qui M^{me} Diaz voulait au contraire mettre le plus de distance possible, elle qui gouverne en Andalousie avec le soutien du parti centriste et libéral Ciudadanos.

Fervent opposant à l'abstention des députés socialistes qui a permis à Mariano Rajoy d'obtenir l'investiture du Parlement, et ainsi d'éviter de troisièmes élections législatives en un an, le nouveau patron des socialistes n'entend en aucun cas collaborer avec le Parti populaire (PP, droite). Il a déclaré durant la campagne que

sa première décision, une fois élu, serait de demander la démission de M. Rajoy, du fait des scandales de corruption qui éclaboussent sa formation.

La victoire de Pedro Sanchez pourrait ainsi avoir des conséquences directes sur la stabilité de l'exécutif. En refusant de négocier tout accord ou toute loi avec le PP, le secrétaire général pourrait inciter le chef du gouvernement à convoquer de nouvelles élections. Ou provoquer son départ par une motion de censure, comme celle qu'a déposée Podemos vendredi 19 mai. Pour être effective, celle-ci doit être « *constructive* » : elle doit s'accompagner de la présentation d'une candidature alternative capable d'obtenir la majorité absolue au Parlement. Pedro Sanchez, qui s'est dit prêt à se lancer « *droit vers la Moncloa* », le palais du chef de gouvernement, pourrait être tenté par cette perspective. ■

SANDRINE MOREL



Pedro Sanchez, après sa victoire à la primaire du PSOE, à Madrid, dimanche 21 mai. PIERRE-PHILIPPE MARCOU/AFP

Hongrie : Orban accusé d'entretenir un climat antisémite

Les attaques du gouvernement contre le philanthrope juif George Soros irritent les pays occidentaux

BUDAPEST - envoyé spécial

György Konrad revient tout juste de Berlin. Et sur la route entre l'aéroport et son domicile, cette grande voix de la dissidence sous le régime communiste ne peut pas échapper aux immenses affiches placardées partout par le gouvernement autoritaire de Viktor Orban. Son esthétique douteuse rappelle de mauvais souvenirs à ce grand écrivain juif, l'un des derniers témoins de la Shoah. On peut y voir le philanthrope juif américain d'origine hongroise George Soros, grimaçant, tirer les ficelles d'une marionnette à l'effigie de Laszlo Botka, un leader de la gauche.

Pour le parti populiste de droite au pouvoir, ce dernier n'est que le « *pantin d'un milliardaire* » des Etats-Unis. Le 26 avril, M. Orban avait qualifié le célèbre mécène de « *spéculateur financier* », devant le Parlement de Strasbourg. Des propos aux accents clairement antisémites, selon le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, même si le gouvernement hongrois récusait toutes ces accusations.

« *On a vécu dans la même rue pendant la guerre, Soros et moi, se remémore M. Konrad, qui a écrit une lettre ouverte très virulente à l'attention du premier ministre hongrois. Cette propagande est de*

plus en plus ignoble. Avec ses allusions, elle entretient un antisémitisme populaire dans le but de neutraliser le parti d'extrême droite. »

Lors des législatives, qui se tiendront en 2018, le Jobbik sera le concurrent le plus sérieux de Viktor Orban. Des spots publicitaires, financés par le gouvernement, sont donc également diffusés à la télévision publique. Sur fond de musique angoissante, ils invitent les Hongrois à soutenir le pouvoir en place à Budapest contre « *les bureaucrates de Bruxelles* », qui défendent George Soros et veulent forcer ce petit pays d'Europe centrale à « *accueillir des immigrants* ».

Selon plusieurs diplomates en poste actuellement en Hongrie, cette communication malsaine ne doit pas faire oublier que M. Orban montre des signes de

faiblesse dans le bras de fer qu'il a lui-même engagé avec la Commission. Cette dernière, soutenue par le Parti populaire européen (PPE, droite), duquel est membre le chef de l'exécutif hongrois, a en effet engagé une procédure d'infraction à l'encontre de Budapest.

« Erreur »

Le ministre hongrois de la justice, Laszlo Trocsanyi, a jusqu'au 26 mai pour fournir des « *explications détaillées* » sur la loi que Budapest a promulguée, le 10 avril, concernant les universités étrangères. Le texte est perçu comme une attaque, grossièrement déguisée, contre la réputée Université d'Europe centrale (CEU), fondée en 1991 par George Soros. Il pourrait contrevenir à la liberté d'établissement et à la charte des droits fondamentaux. Il oblige

les facultés étrangères à ouvrir un campus dans leur pays d'origine, si elles veulent continuer de délivrer des diplômés en Hongrie.

La CEU, anglophone et jalousee par ses concurrentes locales, doit se conformer à cette nouvelle contrainte d'ici à février 2018 dans le cadre d'un accord bilatéral. Un défi impossible à relever. Les milieux diplomatiques des grands pays occidentaux pèsent donc de tout leur poids pour montrer que Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, jouit de leur total soutien, ce qui ulcère les membres du gouvernement hongrois.

Peut-être Viktor Orban s'est-il, cette fois, frotté à un trop gros poisson. Certes, M. Soros est aussi un ennemi personnel de Donald Trump. Le premier ministre hongrois considèrerait comme acquis le soutien de l'actuel locataire de la Maison Blanche. « *Mais c'est sur ce point qu'il a commis son erreur la plus grave, juge un diplomate occidental proche du dossier. Car aux Etats-Unis, la liberté académique est sacro-sainte. Trump déteste Soros, c'est vrai, parce que c'est un mécène démocrate. Mais il ne prendra jamais le risque de laisser tomber un compatriote hyperpuissant, fût-il libéral, pour aider le dirigeant d'un pays qu'il a du mal à situer sur une carte !* »

La CEU étudierait tout de même un déménagement provisoire, en

catastrophe, à Vienne, au cas où les choses tourneraient mal. Ce serait un comble, alors que le gouvernement hongrois l'avait accueillie après la chute du communisme, justement pour tenter de concurrencer la capitale autrichienne, éternelle rivale, dans son rayonnement international.

« Porte de sortie »

Pourtant, la plupart des 1500 étudiants de l'université Soros restent confiants. « *Si vous regardez bien*, dit Laszlo Csaba, professeur à la CEU, *vous remarquerez que le ministre de la justice est le seul à ne pas participer à la campagne indigne de diffamation publique à notre encontre. Je pense qu'il est en train de chercher une porte de sortie juridique qui permettra à Viktor Orban de ne pas perdre la face.* »

M. Trocsanyi n'a pas souhaité répondre aux questions du Monde. Les échanges entre la Commission et le gouvernement, dans le cadre des procédures d'infraction, sont confidentiels. Quoi qu'il en soit, Viktor Orban a pris soin de faire porter un courrier personnel à György Konrad. Preuve qu'après sept ans d'un pouvoir controversé le premier ministre hongrois n'est pas encore devenu insensible aux prises de position hostiles, lorsqu'elles émanent de figures qu'il respecte. ■

BLAISE GAUQUELIN

CORÉE DU NORD Pyongyang revendique un nouvel essai de missile réussi

La Corée du Nord a affirmé, lundi 22 mai, avoir réussi « *avec succès* » un tir de missile balistique à moyenne portée. Selon l'agence officielle KCNA, cette arme, un Pukguksong-2, est désormais prête pour être utilisée dans des opérations militaires. D'après l'état-major interarmées sud-coréen, le missile a été tiré depuis Pukchang (centre-ouest) et a parcouru 500 kilomètres avant de tomber en mer du Japon. A la demande des Etats-Unis, de la Corée du Sud et du Japon, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité se tiendra mardi à New York. – (AFP, Reuters.)

BRÉSIL

La justice française enquête sur une vente de sous-marins au Brésil

La justice française enquête sur des soupçons de pots-de-vin autour d'un contrat d'armement, signé en 2009 sous le mandat de Nicolas Sarkozy et de son homologue Luiz Inacio Lula da Silva, entre la France et le Brésil, portant principalement sur cinq sous-marins et d'un montant de 6,7 milliards d'euros, a rapporté samedi 20 mai *Le Parisien*. Le Parquet national financier a ouvert en octobre 2016 une enquête préliminaire pour « *corruption d'agents publics étrangers* » autour de ce contrat.